

Saint-Vulbas

Sortir du nucléaire Bugey manifeste le jour de l'accident de Fukushima



SDN Bugey, soutenu par les élus de gauche du département et LFI de la métropole de Lyon, manifestait aux horaires de sortie des entreprises du PIPA pour informer les salariés sur les dangers du nucléaire. Photo Pascal Ducros

Pour informer sur les dangers du nucléaire, Sortir du Nucléaire Bugey a choisi le jour anniversaire de l'accident nucléaire de Fukushima au Japon, le 11 mars 2011, pour manifester sur le rond-point de Marcilleux contre l'arrivée des EPR à la centrale du Bugey.

L'association SDN Bugey, soutenue par des élus de gauche et écologistes du département et La France insoumise (LFI) de la métropole de Lyon, a manifesté aux horaires de sortie des entreprises du Parc industriel de la plaine de l'Ain (Pipa) pour informer les salariés du secteur sur les dangers du nucléaire. « L'accident nucléaire au Japon a eu lieu ce jour en 2011, et ses suites n'étaient toujours pas stabilisées plus de

deux ans après l'accident, insiste Jean-Pierre Collet, l'un des piliers de SDN Bugey. Un accident qui a impliqué l'ensemble des réacteurs de la centrale nucléaire de Fukushima Daiichi. Cet événement m'a conforté dans nos actions contre le nucléaire », explique le militant.

Pour marquer ce triste anniversaire le collectif SDN Bugey a appelé à une manifestation sur le rond-point de Marcilleux, proche de la centrale. « Nous souhaitons informer les salariés du Pipa, qui ne sont pas conscients des risques encourus sur un territoire aussi proche des réacteurs. C'est aussi une manifestation contre l'installation des nouveaux EPR décidés arbitrairement par Macron », précise Joël Guerry, membre du collectif.

EPR : un débat dans l'indifférence

« La commission nationale du débat public a lancé la concertation sur le projet des nouveaux EPR 2 ici. Malgré notre mobilisation, il faut bien admettre que hormis les réunions proches du site, comme à Bourg et Loyettes, le public n'est pas présent, ni trop réceptif, et qu'il paraît assez indifférent. Avec des chiffres ridiculement bas, comme moins de 50 personnes à Lyon pour la troisième réunion, pourtant on ne peut pas dire que l'information manque », regrettent les membres du collectif. Un bilan décevant ? Pas tout à fait, « nous ne sommes qu'au début des actions, nous ne lâcherons pas », conclut un militant.

● De notre correspondant
Pascal Ducros

Les élus d'opposition en soutien

Maxime Meyer, conseiller régional d'opposition :

« 212 élus, dans un rayon de 100 km de la zone de danger, ont signé une tribune contre l'implantation des nouveaux EPR, rejoints par nos amis suisses. Certains d'entre eux ne sont pas fondamentalement antinucléaires, mais sont anti EPR. Ils redoutent le fiasco économique, plus de 25 milliards d'euros pour Flamanville en échec de fonctionnement. D'autre part pendant le débat public, les acteurs déroulent leurs actions, et commencent les expropriations de terres agricoles. Également lorsque nous présentons la hauteur de ces deux tours de refroidissement, équivalente en hauteur à la tour Incity de

Lyon, ça fait réfléchir les habitants. Enfin le débat sur l'eau, clivant, avec les rapports de la DREAL* et de la Compagnie Rhône-Méditerranée-Corse, rapports objectifs qui prévoient un débit réduit de près de 40 % et des températures augmentées à l'horizon 2050 ».

Le conseiller régional poursuit : « et que dire des 8 000 travailleurs qui vont intégrer le site. Quid des équipements collectifs, écoles, Step*, bases de vie, on parle de tentes pour tout habitat éphémère, et d'un nouveau pont avec son lot de travailleurs, et noria de camions. Quel sera le vrai impact, avec quel financement ? ». Et de terminer : « apporter nous des réponses et ensuite on pour-

ra débattre. Pas l'inverse ! ». Lucas Miguel, élu LFI de la métropole lyonnaise :

« D'anciens réacteurs prolongés in fine, dans l'attente des EPR, ce n'est pas la solution. 15 ans de travaux un bilan carbone positif, avec un conflit d'usage pour les eaux du Rhône, un manque de maîtrise des approvisionnements en uranium, et une politique de déchets non résolue. Autant de messages que nous devons faire passer dans les populations. Nous devons éveiller les consciences ».

La DREAL : La Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement
Step : station d'épuration des eaux usées ou plus communément appelé STEP